

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LES EXPORTATIONS DE BOIS

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, les petites manigances se poursuivent à Washington. La question que je pose au premier ministre vient se greffer à celle du chef de l'opposition, mais je voudrais recevoir une réponse beaucoup plus directe et plus précise cette fois-ci. Quels arrangements secrets ont été faits pour pousser le représentant américain au commerce, Clayton Yeutter, à écrire ce qui suit, à la main, au sénateur Pryor de l'Arkansas: «Dave, nous allons arranger les problèmes qui se posent avec le bois»? Quelle garantie secrète va venir frapper nos producteurs de bois? Veuillez nous donner des réponses qui nous donnent une idée.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, aucune garantie n'a été et ne sera donnée, comme le sait mon collègue.

LA LETTRE DU PRÉSIDENT AUX SÉNATEURS AMÉRICAINS

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, si le premier ministre juge que l'on peut ne pas tenir compte de telles garanties, peut-il dire à la Chambre ce que le président Reagan voulait dire dans la lettre qu'il a envoyée aux mêmes sénateurs, dans laquelle il a dit ceci: «Je m'engage à trouver une solution à la question du bois et aux autres problèmes pour permettre aux entreprises américaines de faire concurrence aux autres»?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je suppose qu'il faudrait poser la question au président Reagan puisque c'est lui qui a écrit cette lettre. Je sais que cela étonnera les néo-démocrates d'apprendre que le gouvernement du Canada essaie de faire une bonne affaire pour le Canada dans les accords commerciaux dont nous discutons. Nous sommes persuadés qu'à longue échéance, le Canada a intérêt à ce que le marché soit avantageux pour nos partenaires commerciaux également. De toute évidence, le président Reagan essayait de dire de façon élégante que si le bois nous pose un problème, il leur en pose un également, et qu'il espère, tout comme nous, que ce problème sera résolu dans une entente sur la libéralisation des échanges commerciaux.

[Français]

LES PERTES POSSIBLES DANS LA PRODUCTION DE BOIS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, je désire poser une question supplémentaire. Le premier ministre peut-il exprimer au moins son inquiétude, sa préoccupation au sujet de toutes ces indications de pertes possibles pour notre production de bois?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, à mon avis, le député ferait mieux s'il était compositeur de téléroman.

J'aimerais lui signaler que nous avons apporté toutes les objections possibles, et fait toutes les interventions voulues en

Questions orales

ce qui concerne le problème ayant trait au bois. Il y a une progression normale qui se fait dans le dossier. Et on espère que le tout sera réglé selon des normes raisonnables et les formules qui sont en place. Il n'y a rien de plus difficile ou de plus controversé que cela.

* * *

[Traduction]

L'IMMIGRATION

LES SOLDATS RUSSES QUI ONT FAIT DÉFECTION EN AFGHANISTAN

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, ma question, qui s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, porte sur l'attitude de son gouvernement dans l'affaire des Soviétiques qui doivent venir au Canada, du moins nous l'espérons. Je voudrais demander au ministre de façon très directe pourquoi la mission à laquelle son ministère avait initialement donné le feu vert a été annulée.

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, tout d'abord, la députée ne doit pas croire tout ce qu'elle lit ou tout ce qu'elle dit.

● (1425)

M. Crosbie: Absolument.

M. Turner (Vancouver Quadra): Même le *Whig-Standard*?

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Clark (Yellowhead): Deuxièmement, pour que tout soit bien clair, le gouvernement du Canada n'a absolument pas renoncé à son projet de libérer ces six prisonniers de guerre soviétiques et de les faire venir au Canada. Il se pose sur place des problèmes d'ordre pratique en rapport avec la compétence des autres pays et l'attitude des gens qui détiennent sans doute ces six prisonniers de guerre. Nous pensons avoir trouvé une façon de résoudre le problème. J'espère que notre projet ne sera pas remis en question par le comportement irresponsable de certains à la Chambre des communes.

Des voix: Bravo!

LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'URSS

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, le secrétaire d'État n'a pas à faire preuve d'une telle suffisance si l'on pense qu'il a fallu trois journalistes . . .

Des voix: Règlement!

Des voix: La question.

Mme Copps: . . . sans ces trois journalistes du *Whig-Standard* de Kingston, ces personnes seraient . . .

Monsieur le Président: A l'ordre, s'il vous plaît.

Mme Copps: Ma question s'adresse au secrétaire d'État. Je veux une réponse directe. Hier soir, au réseau national, on a annoncé que la raison . . .

Des voix: Règlement!